



HAL
open science

**Pierre Rosanvallon, "La Société des égaux", Paris, Seuil,
2012**

François Dubet

► **To cite this version:**

François Dubet. Pierre Rosanvallon, "La Société des égaux", Paris, Seuil, 2012. Revue française de sociologie, 2012, 53 (2), pp.335-338. halshs-00720920

HAL Id: halshs-00720920

<https://shs.hal.science/halshs-00720920>

Submitted on 12 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Livres : Rosanvallon Pierre, *La société des égaux*, Paris, Le Seuil (Les livres du nouveau monde), 2011, 428 p.

Revue française de sociologie, vol. 53, no. 12, 2012, p. 335-338.

François DUBET

Centre Émile Durkheim, Université Bordeaux Segalen, EHESS

Après un siècle de réduction progressive des inégalités sociales, comment expliquer le retournement de tendance que nous observons dans la plupart des sociétés riches et développées ? Comment expliquer que des sociétés démocratiquement imparfaites, mais démocratiques malgré tout, acceptent ou ne soient pas capables de refuser des inégalités si excessives qu'elles en paraissent « obscènes » aux yeux de la majorité des citoyens ? L'indignation provoquée par ce retour des grandes inégalités sociales tient souvent lieu d'analyse sociologique pendant que le néolibéralisme, la mondialisation et la financiarisation des économies sont présentés comme un *deus ex machina*. Afin de comprendre ce qui s'est passé et ce qui s'est renversé, le travail de Pierre Rosanvallon se déploie dans une perspective beaucoup plus large où se conjuguent l'histoire de l'idée d'égalité dans les sociétés démocratiques, notamment aux États-Unis et en France, et tout un ensemble de propositions visant à redonner vie au projet d'une « société des égaux ». Le livre est, à la fois, un essai politique et une histoire politique et philosophique des tensions entre l'égalité démocratique et l'égalité sociale.

Bien que l'invention de l'égalité soit antérieure au siècle des Lumières et aux révolutions démocratiques, c'est à ce moment-là que l'égalité prend corps avec l'abolition des privilèges, le dessein d'un marché libérant les individus des liens de dépendance personnelle et l'appel à une communauté de citoyens frugaux, autonomes et fraternels parce qu'égaux. L'alchimie démocratique associe l'égalité des citoyens – pas des citoyennes – devant la loi et le vote à l'égalité sociale des individus « similaires » parce que membres du même corps social, comme le solidarisme le dira fortement un siècle plus tard. Puisant ses sources sur les deux rives de l'Atlantique, Rosanvallon montre que l'égalité sociale est pensée d'emblée comme la condition et la conséquence de l'égalité politique.

L'acte deux de ce récit est celui de la séparation profonde de l'égalité démocratique et de l'égalité sociale. À la société vertueuse et modeste des petits propriétaires se substitue la société industrielle manchestérienne, dans laquelle la condition prolétarienne paraît encore pire que celle de l'esclavage puisque le maître n'y a aucun devoir à l'égard des ouvriers. Face à ces

inégalités et aux peurs qu'elles provoquent, le modèle égalitaire se recompose dans une idéologie libérale conservatrice qui s'efforcera de justifier les inégalités autour de thèmes qui ne nous sont pas totalement étrangers aujourd'hui : l'égalité menace la liberté, les inégalités sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie et la richesse de quelques-uns est utile à tous ; l'inégalité des talents ne peut être contrainte par l'égalité sociale, et la science du XIX^e siècle devient une science des inégalités « naturelles » allant de la phrénologie à la mesure des quotients intellectuels. Enfin et surtout, les classes exploitées sont des classes dangereuses, des barbares car « le malheureux souffre en effet, mais il souffre par sa faute » (De Gérando, *Le visiteur du pauvre*, 1826, cité p. 129). L'idéologie libérale conservatrice est associée à l'angoisse, commune aux communistes utopiques et aux conservateurs, de la dissolution sociale sous la montée des égoïsmes. En France et aux États-Unis surtout, la défense de la communauté et de la nation passe par un protectionnisme idéalisant les petits paysans indépendants, érigés en porteurs des vertus de la communauté et d'une économie sage. Ce protectionnisme s'appuie sur les vagues xénophobes et antisémites de la fin du XIX^e siècle français. Aux États-Unis, cette réaction engendre « l'invention » du racisme et de la ségrégation réservant l'égalité aux seuls Blancs et désarmant, avec bien d'autres facteurs politiques et sociaux, la formation d'une pensée et d'un mouvement socialistes américains puisque le travailleur blanc a toujours la consolation de ne pas être noir.

Pourtant, à la veille de la guerre de 1914 s'amorce « le siècle de la redistribution », dominé par la conquête de l'égalité sociale. Timide et violemment combattu au début, l'impôt progressif s'imposera partout, y compris aux États-Unis. Les assurances sociales déboucheront sur des régimes de protection plus ou moins universels et le syndicalisme réformiste finira par imposer les éléments d'une démocratie industrielle institutionnalisant les conflits du travail. Selon Rosanvallon, ce renversement vers l'égalité repose sur quelques piliers. L'un d'entre eux est la puissance du mouvement ouvrier et la peur de la révolution puis, après 1945, la peur de l'URSS. Les deux guerres mondiales ont renforcé un esprit de fraternité nationale né dans les tranchées puis dans les mouvements de résistance ; les sacrifices imposés et consentis créent des dettes collectives après que chacun a fait son devoir : Plan Beveridge en Grande-Bretagne en 1942, programme du Conseil national de la résistance en France en 1944. La pensée sociale souvent imprégnée de socialisme construit l'image d'une société organique dans laquelle le collectif est plus que la somme des individus qui le composent. La pensée durkheimienne en France, le socialisme de la Chaire en Allemagne, les Webb et le mouvement fabien en Grande-Bretagne jouent un rôle décisif dans ce changement de paradigme. On entre dans le capitalisme

d'organisation et dans une conception de l'organisation du travail expliquant que le succès des entreprises résulte de la coordination d'un travail collectif dont les managers sont des rouages interchangeables bien plus que les héros. Il est donc juste et efficace de réduire les inégalités entre les salariés et les maîtres du travail, et l'image des pauvres et des chômeurs se transforme : ce sont les victimes d'un système auxquelles la société doit une égalité relative plus que les simples conditions de leur survie.

Le dernier acte est celui du grand renversement et du « retour » au XIX^e siècle. Partout on détricote maille après maille l'État-providence. La révolution conservatrice américaine a choisi de blâmer les victimes en accusant les pauvres et les Noirs de vivre aux crochets de la générosité publique ; en France, c'est plutôt la xénophobie qui porte l'esprit de la contre-révolution. John Rawls construit une théorie de la justice et de l'État-providence au moment où celui-ci recule partout, pas seulement aux États-Unis, où Ronald Reagan organise un transfert des richesses des pauvres vers les très riches : le taux marginal supérieur d'imposition passe de 89 % à 51 % en Suède entre 1979 et 1985, et de 83 % à 40 % entre 1977 et 1999 aux États-Unis. La production fordienne cède le pas à une économie des singularités qui affaiblit les collectifs de travail et participe d'une mutation profonde de l'individualisme ; l'individualisme « durkheimien » de la similitude et de l'intégration s'étirole devant un individualisme de la distinction, de l'assurance individuelle et de la reconnaissance des singularités. Dans un monde de concurrence généralisée, l'égalité méritocratique des chances s'impose comme la figure universelle de la justice. Chacun doit être récompensé en fonction de son talent et de son mérite, quitte à ce que les plus grandes inégalités dérivent de cette conception de la justice devenue hégémonique. Rosanvallon se livre à une critique radicale de ce modèle de justice supposant de distinguer les inégalités acceptables tenant à la liberté des individus et les inégalités inacceptables tenant aux circonstances, modèle qui conduirait à abolir l'héritage puis la socialisation familiale comme premier terreau des inégalités. Non seulement ce principe de justice est si exigeant qu'il en devient irréaliste, mais les élites dirigeantes s'en exonèrent en accumulant les passe-droits, les complicités, les niches et les réseaux qui leur permettent de capter des revenus indécents que leur seul mérite aurait bien du mal à justifier.

À terme, c'est l'idée même de société comme ensemble « fonctionnel » et « organique » qui se décompose. Alors que la société était perçue comme une communauté nationale et démocratique tenue par ses institutions et par sa capacité de réguler ses conflits au nom d'une intégration croissante vécue comme le mouvement même du progrès, la concurrence généralisée, la perte des solidarités, le séparatisme social et l'obsession des distinctions

individuelles fonctionnent comme une véritable inversion idéologique et politique justifiant le développement des inégalités sociales et le règne de l'entre-soi. Devant ce constat, beaucoup d'intellectuels et de penseurs sociaux en appellent à un retour à l'âge d'or du fordisme des Trente Glorieuses et de la République triomphante, un peu de la même manière que la défense de la communauté traditionnelle était la nostalgie de la pensée sociale au XIX^e siècle.

Ce n'est pas la solution choisie par Rosanvallon, qui prend acte des mutations sociales les plus profondes, notamment celles de l'individualisme, tout en s'efforçant de reconstruire une philosophie sociale de l'égalité. Ici le livre de l'historien cède le pas à l'essai du philosophe politique. Dans un texte final relativement court et fort dense, Rosanvallon propose de reconstruire l'égalité sociale autour de trois grands principes. Le premier est celui de la singularité individuelle, qui exige de lier égalité de traitement et *empowerment* : la lutte contre les discriminations doit être conduite au nom des individus eux-mêmes et de leurs projets de vie contre la double menace de l'indistinction et de l'assignation identitaire. De ce point de vue le thème de la reconnaissance n'échappe pas à la question suivante : la reconnaissance de quoi ? Le deuxième principe est celui de la réciprocité comme engagement dans des relations qui ne détruisent pas l'égalité. Rosanvallon rappelle d'ailleurs que l'égalité est bonne pour les individus et pour la société : elle accroît le niveau de santé, de civilité, de sécurité et de vie démocratique... Enfin, face à la « dénationalisation » des démocraties et des sociétés, l'égalité exige que se forme une « communalité », une égalité dans les relations, un refus de la sécession, la création de biens publics disponibles à tous, elle suppose aussi ce que Michael Walzer désigne comme la séparation des sphères de justice.

Le récit proposé par Rosanvallon s'appuie sur une érudition considérable qui n'écrase jamais la force des démonstrations ni les convictions tranquilles de l'auteur. On y trouve les bonheurs de la fresque historique, ceux de la discussion serrée des quelques thèses – celles de Ronald Dworkin, par exemple – et la profonde satisfaction de voir des questions battues et rebattues traitées sous un angle profond nous permettant tout simplement de mieux comprendre ce qui nous arrive. Des bases aussi robustes donnent aussi beaucoup de poids aux propositions pour une « société des égaux », dont Rosanvallon précise qu'il ne s'agit là que d'une première version.

On aurait mauvaise grâce à chercher des lacunes dans un livre aussi savant que *La société des égaux*. Mauvaise grâce associée à une certaine mauvaise foi quand on ne peut taire sa sympathie envers le projet même de ce livre et de ses propositions. Il me semble pourtant y avoir trois points aveugles dans ce texte, trois thèmes plus ou moins évités et qui ne sont pas

les plus faciles à traiter. Le premier, ce n'est pas rare dans les sciences sociales, est celui de la nation, de la communauté qui n'est pas nécessairement démocratique tout en étant la condition élémentaire de la démocratie et de la solidarité. S'il allait de soi que pour Durkheim et la majorité des sociologues la société était nationale, la « dénationalisation » à laquelle nous assistons et qui alimente les risques populistes exige de savoir ce qui peut aujourd'hui s'y substituer. Or, de ce point de vue le thème de la communalité peut sembler trop faible. À côté de la démocratie et des luttes de classes, la nation est parfois le tiers absent de *La société des égaux*. Qu'est-ce qu'une société qui ne maîtrise ni sa monnaie, ni son économie, ni une grande part de sa souveraineté politique ? Ensuite, bien que Rosanvallon n'ignore évidemment rien de l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales – il leur consacre de nombreuses pages dans ce livre –, les acteurs collectifs et les mouvements sociaux finissent par disparaître quand se pose la question de savoir quels acteurs et quelles « forces sociales » pourraient aujourd'hui porter le projet d'une nouvelle égalité. Rien n'est dit des luttes et des protestations actuelles et de leur capacité à tenir le flambeau d'une nouvelle égalité. Enfin, par simple curiosité professionnelle, on pourrait se demander si les sciences sociales et la sociologie – ou une partie d'entre elles – n'ont pas joué sans le vouloir un rôle intellectuel dans le grand renversement inégalitaire des trente dernières années ; n'ont-elles pas jeté l'idée même de société avec l'eau du bain du holisme et de ses avatars mécanistes ? Gageons que Pierre Rosanvallon ne laissera pas longtemps ces questions sans réponses.